

84. The PRESIDENT:

(19 C/91) - 29 NOVEMBRE 1976

I thank the distinguished delegate of Syria and call upon the distinguished delegate of Portugal.

85.1 Mme PINTASILGO (Portugal) :

Merci, Monsieur le Président. Je donnerai comme mes collègues une explication de vote à propos d'un vote qui n'a pas eu lieu. J'aimerais dire quelques mots de l'importance que ma délégation attache à cette résolution et à la déclaration que nous adopterons lors de la vingtième session de la Conférence générale.

85.2 Ma délégation a essayé, au cours du débat qui a eu lieu en Commission III, d'évoquer les questions de fond que pose le rôle des mass media dans le renforcement de la paix. Nous avons souligné que, pour nous, il ne s'agissait pas seulement d'un affrontement de positions politiques, mais qu'il y avait là d'autres questions, notamment un problème immédiat qui est le déséquilibre entre le nord et le sud. Des résolutions ont été adoptées pendant la présente session de la Conférence générale, que nous considérons comme des étapes vers la grande déclaration finale. Mais il reste la question du fond qui, elle, est d'ordre épistémologique, sociologique, culturel, ainsi que politique stricto sensu. Et sans vouloir me ranger du côté de très grandes puissances, j'aimerais demander à mon tour que l'intervention de ma délégation en Commission III soit reproduite dans les actes de la Conférence générale.

85.3 Cela dit, nous aimerions faire deux petites suggestions. La première concerne le paragraphe 1 du dispositif de la résolution que nous venons d'adopter. Nous estimons tout d'abord que l'autorité dont a fait preuve le Directeur général et les efforts qu'il a déployés à tous les stades, qu'il s'agisse de la présente session ou des réunions et des échanges de vues préalables à cette session permettent à toutes les délégations de lui accorder leur entière confiance et de le remercier profondément. Tout à l'heure, le délégué des Pays-Bas a parlé de la nécessité de faire appel, dans le cadre des consultations élargies prévues, à des experts non gouvernementaux, et notamment, m'a-t-il semblé, à des experts professionnels ; j'aimerais suggérer au Directeur général que cette consultation s'étende aussi aux sociologues et à d'autres types d'experts, qui puissent envisager la question dans son ensemble, y compris le rôle que les mass media jouent en fait dans l'opinion publique et dans la formation de la pensée.

85.4 Ma deuxième remarque concerne le paragraphe 2 du dispositif, où nous aurions souhaité qu'un appel soit lancé aux Etats membres. Il est dit en effet dans ce paragraphe que le Directeur général présentera aux Etats membres, en temps opportun, le projet de déclaration. Or l'expérience nous a très souvent enseigné que les réunions d'"experts" ou les consultations des Etats membres se placent plutôt au niveau politique stricto sensu qu'au niveau des experts. Aussi, voudrais-je lancer un appel à tous les Etats membres pour que leurs réponses au Directeur général se situent non seulement au niveau politique bien entendu, puisqu'elles viendront d'Etats, mais surtout au niveau culturel, où se situe le rôle essentiel de l'Unesco. Merci, Monsieur le Président.

